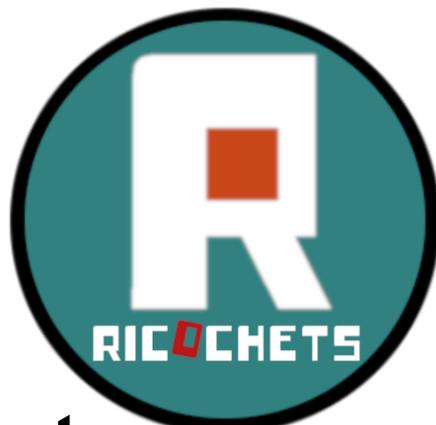


<https://ricochets.cc/Navette-autonome-connectee-Thales-Safran-STMicro-Arkema-Imerys-EDF-Rhonergia-Lutttes-locales-et-transition-ecologique-Quelles-alternatives-au-capitalisme-vert.html>



**Navette autonome connectée,
Thalès, Safran, STMicro,
Arkema, Imerys, EDF,
Rhônergia... Lutttes locales et
transition écologique » -
Quelles alternatives au
capitalisme "vert"**

Publication date: mercredi 3 avril 2024

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Dans la Vallée de la Drôme il n'y a pas de grosses usines de chimie ou d'électronique, mais on trouve des projets de navettes connectées autonome, de la 5G qui s'étend, et de nombreux élus/dirigeants fervents défenseurs du numérique et des énergies industrielles dites renouvelables.

Et dans notre Drôme, il y a le nucléaire très présent à Romans et dans la vallée du Rhône, Thalès et Safran pour l'armement et l'industrie aéronautique, des pesticides dans les champs, et sans doute bien d'autres officines obscures qu'on oublie.

Et puis les rejets polluants des industries en amont qui s'accumulent dans la rivière Isère et le fleuve Rhône parviennent forcément jusqu'à la Drôme, qui utilise abondamment ces eaux là pour l'irrigation agricole (sans parler des saloperies qui circulent dans l'air). Tout comme les nuages radioactifs de Tchernobyl, les pollutions chimiques industrielles dites « éternelles » ne s'arrêtent pas aux frontières du département.

Les pollutions chimiques industrielles dites « éternelles » ne s'arrêtent pas aux frontières du département

- ▶ Voici ci-dessous un premier article sur les luites et enquêtes autour de Lyon et de Grenoble, qui concernent tout le monde tant le modèle techno-numérico-capitaliste (qui utilise à présent les éléments de communication type « transition ») et ses produits ravage partout nos existences et la planète.

C'est ici qu'il faut luitter, mais il est bon aussi de donner des coups de pouce aux proches départements, où se crée les pollutions et les saloperies industrielles qui nous affectent toustes. Sans parler de la nécessaire solidarité avec les peuples du Sud global qui subissent les mines, déforestations et pollutions inévitables pour produire les matières premières et métaux indispensables à la pseudo-transition du complexe militaro-industriel vers la pseudo-décarbonation. Greenwashing, et désastres, à tous les étages assuré. « Verdir » des outils et entreprises de dévastation : super programme n'est-ce pas ? On a tellement hâte de recevoir sur la tronche des bombes propres garanties zéro émission et recyclables à 95 % !

On a tellement hâte de recevoir sur la tronche des bombes propres garanties zéro émission et recyclables à 95 % !

Le capitalisme et ses chaînes logistiques industrielles sont de plus en plus interdépendantes et mondialisées, il nous faut donc absolument nous mettre en lien entre territoires, nous informer mutuellement, coordonner des actions tout le long de la chaîne logistique pour viser les maillons faibles et les noeuds vitaux névralgiques, pour devenir aussi divers, furtifs et insaisissables que les changeantes et secrètes chaînes d'approvisionnement des usines de la mort industrielle.



- ▶ Pour commencer [rdv à Grenoble et Crolles les 5-6-7 avril avec STopMicro](#) ?
- ▶ Plus bas, des pistes de réflexion sur une production détachée du capitalisme et de sa déclinaison en capitalisme « vert ». Il faudrait en complément regarder du côté des auteur.e.s autour de la notion de subsistance (voir articles sur Ricochets.cc et aussi dans le N°30 de mars du journal papier Ricochets).
- ▶ Et vous trouverez pour finir en fin de page une belle enquête édifiante du Groupe Grothendieck de Grenoble sur l'intrication recherche/développement/startups/multinationales/Etats/applications militaires et entre France/Israël (et d'autres pays). **STMicroelectronics et Soitec, cibles principales des journées des 5-6-7 avril,**

font bien entendu parti de se réseau militaro-industriel international.

- Note : des ressources, affiches, tracts.. contre la complicité et l'intrication du complexe militaro-industriel français avec celui d'Israël : <https://padlet.com/stoparmingisraelfrance/ressources>



STMicro, Arkema, Imerys, EDF, Rhônergia... Luites locales et « transition écologique »

- [STMicro, Arkema, Imerys, EDF, Rhônergia... Luites locales et « transition écologique »](#)

La venue du collectif StopMicro à Lyon le 2 Mars 2024 a été l'occasion de faire le lien avec d'autres luites régionales contre Arkema à Pierre Bénite, Imerys dans l'Allier, Rhônergia en Saône et Loire et le site nucléaire du Bugey avec ses futurs EPR2. Toutes ces luites mobilisent contre différents aspect du même monde : celui de la soi-disant « transition écologique », du tout-électrique et tout-numérique.

(...)

Nous espérons cultiver les liens entre ces diverses luites concrètes, et voir se développer une critique commune du monde industriel qui, avec à une couche de peinture verte et des tombereaux de puces électroniques, veut tout naturellement continuer à faire ce qu'il a toujours fait : du pognon, au prix de l'empoisonnement de tous - mais principalement des classes populaires -, la destruction du vivant et l'aliénation généralisée.

Voici donc un bref résumé des échanges tenus lors de cette soirée qui a permis la rencontre entre ces divers collectifs.

(...)

Le collectif Stop Micro s'est formé il y a environ un an et demi pour lutter contre l'accaparement des ressources par STMicroelectronics, mais porte aussi une critique sur l'ensemble de l'industrie microélectronique et le monde qu'elle porte. L'entreprise compte sur le juteux marché des objets connectés, allant des puces pour « connecter » les animaux d'élevage - c'est à dire automatiser le métier d'éleveur -, à d'autres machins dont nous avons clairement besoin dans nos vies quotidiennes, comme les bouteilles d'eau connectées qui vous dirons quand boire (liens vidéos ?). Certains smartpone et les satellites Starlink d'Elon Musk utilisent aussi des puces de STMicroelectronics.

Le collectif dénonce aussi les usages militaire des puces de STMicroelectronics : nombre de missiles et drones russes en sont équipés (malgré l'embargo) ; de plus, STMicroelectronics participe au consortium Exceed, aux côtés d'entreprises comme Thalès, Safran, MBDA et Arianegroup, entre autres. Ce consortium oeuvre pour la production de puces militaires en Europe, afin de moins dépendre des fabricants asiatiques et américains.

Le week-end des 5, 6 et 7 Avril, StopMicro organise diverses actions, discussions et rassemblements sur

Grenoble et Crolles, où se trouve l'usine de STMicroelectronics. Nous encourageons tout le monde à les rejoindre pour montrer notre opposition à l'industrie de la microélectronique ! Voir au monde industriel et capitaliste tout court, car comme nous allons voir, tout est imbriqué.

(...)

17 000 points de pollution aux PFAS ont été répertoriés en Europe dont 1000 situés en France. Sur ces 1000 sites répartis sur le territoire français, 108 sont qualifiés de « hot spot » (lieu à très haute contamination) par une enquête européenne parue dans le Monde en février 2023. Seuls 30 lieux ont été identifiés par cette enquête. Ces derniers sont pour la plupart localisés depuis le site industriel de Pierre Bénite au bord du Rhône jusqu'à la mer méditerranée, et sont tous en lien avec les seuls rejets toxiques d'Arkema et Daikin !

(...)

Et il y a aussi des liens entre Arkema et STMicroelectronics, qui démontrent l'interdépendance entre les divers secteurs industriels : le site de Pierre Bénite d'Arkema fabrique « les meilleurs » PVDF (polymère reconnu comme étant un PFAS), un composé isolant nécessaire à l'industrie microélectronique ; en collaboration avec le CEA LETI de Grenoble, ils ont créé deux laboratoires mixtes - c'est à dire public/privé - en microélectronique et électronique organique, qui travaillent sur la lithographie, en d'autres termes la gravure des puces électroniques. Hors, STMicroelectronics est à l'origine une création du CEA LETI, et les deux ont toujours des liens très étroits.

Toutes ces activités permettent à Arkema et à Daikin de s'arroger le titre d'« Industrie Verte » et de « Champions de l'Environnement » tout en massacrant l'environnement.

Pourquoi ?

Parce que ces marchés juteux et prometteurs sont aussi nécessaires à la transition énergétique, c'est à dire au tout électrique et au tout numérique, ultra énergivore et nocif pour la planète.

L'industrie chimique est donc un maillon primordial et stratégique de la chaîne industrielle nécessaire au monde du tout connecté sans limite, simple « mise à jour » greenwashée du monde polluant industriel dont les conséquences désastreuses ne sont plus à démontrer au niveau écologique (accaparement et pollution des ressources communes), au niveau financier (détournement des fonds publics pour financer les recherches et les extensions des sites industriels) et démocratique (contrôle social, surveillance de la population notamment sur la voie publique, numérisation de tous les instants de vie et des services publics).

(...)

StopMines03 dénonce le fait que la décision d'exploiter du lithium - et donc la décision qu'on aurait besoin de lithium - a été prise d'en haut, par l'État, et non pas collectivement. Se pose donc la question : en a-t-on réellement besoin ?

Le collectif compte agir tant sur le plan légal que sur le terrain, selon les possibilités. Pour autant, StopMines03 a conscience du fait que le rapport de force est localement défavorable ; c'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles le site de l'Allier, un département relativement pauvre et dépeuplé, a été sélectionné prioritairement par rapport à d'autres comme celui de Tregennec en Bretagne. C'est pour cela que le collectif compte s'allier avec d'autres collectifs s'opposant à d'autres projets de mines dans le pays.

En terme de répression, le contexte est compliqué : le collectif est assez petit, et dans ce genre de campagne tout le monde se connaît, ce qui inclut les gendarmes. Ces derniers savent donc très facilement qui fait quoi. **Cela permet de souligner le besoin de soutiens venant d'ailleurs pour les actions du collectif** : nous invitons donc tout le monde à se tenir au courant des actions de StopMines03 pour les soutenir quand nécessaire !

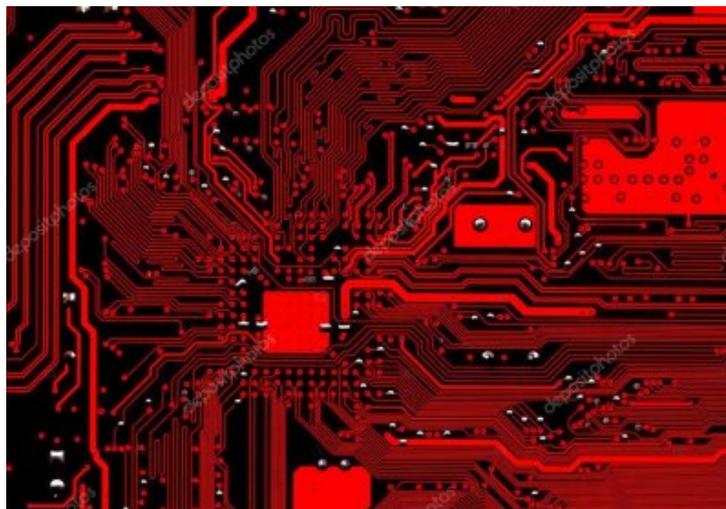
(...)

Sont-ils assez stupides pour construire un barrage hydroélectrique, puis poser la question si oui ou non il faut construire l'infrastructure pour le relier au réseau électrique ? **Non : tout a simplement été décidé et validé en amont, la CNDP est une formalité pseudo-démocratique.**

(...)

La CNDP joue un rôle dans l'acceptabilité des nuisances en projet ; la saborder montre publiquement que pour un certain nombre de personnes, ces nuisances sont inacceptables. Les débats sur les nanotechnologies dans les années 2000 avaient été systématiquement saboté avant la moindre prise de parole.

(...)



Usines récupérées et autogestion écologique. Vers une alternative au capitalisme vert ?

Même si il ne semble pas remettre en cause l'Economie et la civilisation industrielle, on peut sans doute trouver des idées intéressantes dans cet article sur les alliances entre ouvrier.e.s, syndicalistes, habitant.e.s et militant.e.s écologistes :

► [Usines récupérées et autogestion écologique. Vers une alternative au capitalisme vert ?](#)

(...) En palliant ainsi le manque d'attention du marxisme écologique à l'égard de « l'écologie des communautés ouvrières », l'objectif est de promouvoir, contre les projets technocratiques de « transition écologique » du capitalisme vert et des Green New Deal, l'importance des expériences de redirection écologique autogestionnaires et la fonction politique centrale des travailleurs.ses dans la nécessaire révolution écologique.

(...)

Ainsi, le collectif « Solidaires de Vio.Me » aide les ouvrier.ere.s à faire face aux procédures d'expulsion développant sur le site d'autres activités militantes, telles que l'ouverture d'un dispensaire social autogéré de médecine du travail ou le stockage de médicaments pour la solidarité avec les migrant.e.s, notamment. Il y a ici une dimension tactique mais aussi stratégique : autour du slogan « Occuper, résister, produire », c'est une vision de l'usine comme lieu (du) commun, ouvert à tou.te.s et orientée vers les besoins sociaux, qui est défendue. Et c'est ce décroisement de l'usine qui permet que l'enquête sur l'articulation entre besoins et travail et la redirection écologique des forces productives puissent se construire et avoir lieu.

(...)

Il n'y a donc pas de plan de reconversion écologique sans une expérience commune de la production et de la lutte, sans une entrée des militant.e.s dans la logique de l'expérience productive, et en l'occurrence sans le recentrement des positions militantes sur les questions soulevées par le travail vivant des professionnels. C'est une dimension que les travaux de Malm sur le capitalisme fossile négligent complètement : pour en finir avec l'économie fossile, il ne faudrait pas seulement bloquer, saboter et démanteler ses infrastructures (ce qui le conduit à tout miser sur l'articulation entre l'activisme et la contrainte de l'État), mais aussi et d'abord conquérir de nouveaux droits et pouvoirs pour les travailleurs.ses, afin qu'ils et elles puissent aussi rediriger les activités et les infrastructures, et pour cela créer et imposer par la lutte des institutions autonomes du travail vivant.

(...)

De tels exemples, en cours de multiplication, montrent la portée politique de la perspective du travail vivant, expérience de classe forgée au sein même de l'activité et qui fonde un point de vue antagonique par rapport au point de vue du capitalisme vert. L'attention à ces expériences productives et militantes permet de souligner aussi les points aveugles d'un marxisme écologique qui, comme celui de John Bellamy Foster et Brett Clark par exemple, privilégient la perspective d'une science écologique sous contrôle socialiste au détriment de celle de l'écologie politique des travailleurs et des communautés ouvrières pour initier et diriger la nécessaire révolution écologique. **Si c'est ensemble que travailleur.ses, usager.e.s et habitant.e.s devront mettre en oeuvre la révolution écologique, rien de tel n'aura lieu s'ils et elles n'entrent pas ensemble dans les usines et les lieux de travail, ne font pas alliance autour du logique du travail vivant et de son antagonisme au travail mort, pour s'opposer au capitalisme vert et aux Green New Deal, qui fait des travailleurs.ses des victimes collatérales ou de simples exécutant.e.s de la transition énergétique, plutôt que des stratèges de la révolution écologique et sociale.**

(...)



De Grenoble à Tel Aviv - L'innovation de défense au fondement de la start-up nation

► [De Grenoble à Tel Aviv - L'innovation de défense au fondement de la start-up nation](#), par le Groupe Grothendieck

Tout commence par une visite entre amis. En ce beau mois de mars, Daniel Halevy-Goetschel, ministre, conseiller aux affaires politiques intérieures, économiques et scientifiques à l'ambassade d'Israël était en visite dans les Alpes françaises. Dans Le Dauphiné Libéré, il lâchait le morceau :

« Grenoble est un exemple frappant de synergies entre le monde de la recherche (à l'image du CEA où je me suis rendu) les entreprises, les start-up, les universités. Cela me rappelle le modèle israélien dont l'écosystème s'est construit ainsi entre différents acteurs. [...] Et j'espère qu'une nouvelle phase de relations économiques entre l'agglomération grenobloise et Israël va s'ouvrir »

(...)

En Franc et en Israël : des liens symbiotiques entre l'armée, le gouvernement, les universités, et des start-ups boostées au capital risque

Voilà la définition du « modèle israélien » : **des liens symbiotiques entre l'armée, le gouvernement, les universités, et des start-ups boostées au capital risque.** Les lecteurs de notre livre L'Université désintégrée. La recherche grenobloise au service du complexe militaro-industriel reconnaîtront en effet là une forme de similarité

avec le « modèle grenoblois ». Ainsi, la coopération de la « nation au 7000 start-up et 90 licornes » avec la « Silicon Valley grenobloise » paraît naturelle. Les liens sont symbiotiques entre les deux régions, qui parlent la même langue, celle de l'innovation.

(...)

Quand, il transpose à la France ce mot d'ordre de « start-up nation » jusque-là réservé à Israël, Emmanuel Macron choisit de le faire lors du salon Vivatech, lui même calqué sur les grands showroom israéliens comme le salon DLD de Tel Aviv.

(...)

Les liens économiques entre la France et Israël sont anciens et nombreux. Ils sont assurés par quatre organismes principaux. Passons-les rapidement en revue.

La Chambre de commerce et d'industrie France-Israël (CCIIF) est une structure créée en 1957 [10]. Elle laisse progressivement la place à La Chambre de commerce France-Israël (CCFI), et son site promotionnel Israel Valley [11] qui est surtout un relais médiatique en faveur de l'économie israélienne et des coopération avec la France. L'Observatoire de l'armement précise que la Chambre « organise nombre d'évènements dans lesquels il n'est pas rare de voir participer comme intervenants des chercheurs, des responsables français et israéliens, impliqués dans des domaines de cyberdéfense, du spatial et autres secteurs connexes à la défense et à la sécurité »

(...)

Tous ces structures bi-nationales servent à nourrir des partenariats technoscientifiques dans les domaines qui intéressent les deux régions, c'est-à-dire la plupart du temps dans la nano et microélectroniques, les capteurs, l'internet des objets, les supra-conducteurs ou l'atome. Le CEA-Grenoble et le CNRS font régulièrement des échanges de leur chercheurs avec de grandes universités israéliennes permettant de renforcer les liens militaro-civils qui ne date pas d'hier et a permit historiquement à Israël d'avoir la bombe atomique, et dont l'Observatoire des armements note que cette coopération atomique à été relancé en 2010.

(...)

On pourrait également citer la société Dolphin Design (ex Dolphin Integration), domiciliée à Meylan. Cette entreprise dessine des puces pour des applications civiles et militaires, notamment du SoC (System-on-Chip). Rachetée conjointement par la société iséroise Soitec et le géant français du missile MDBA, Dolphin Design est bien implantée en Israël depuis la moitié des années 90.

(...)

STMicroelectronics est un des leaders européens du semi-conducteur, avec un chiffre d'affaires de 8,35 milliards de dollars en 2017 et 120 millions de dollars domestiques en Israël, ce qui fait de STMicroelectronics l'un des plus grands acteurs du semi-conducteur en Israël.

(...)

Il faut noter aussi que la fonderie israélienne Tower Semiconductor, spécialiste des circuits analogiques et capteurs thermiques a signé un accord avec ST pour s'implanter dans la nouvelle usine de ST d'Agrate en Italie [35]. L'activité de Tower ? Faire des circuits spéciaux notamment pour l'industrie de l'armement.

(...)

Qu'elles soit « made in France », « made in Israel » ou « made in Ukraine », les technologies continueront à nous tuer en tant qu'humains et en tant qu'êtres vivants

En guise de conclusion nous tenons à dire que nous n'avons rien ni contre les Israéliens, ni contre les Palestiniens, ni contre les Juifs, les Arabes, ni contre les Slaves, les Russes, les Ukrainiens, ni contre n'importe quel peuple. **Ce que nous combattons, c'est une logique à l'oeuvre et une façon dont notre monde est agencé : le technocapitalisme et sa course en avant mortifère et sanguinaire, aidé dans cette course par les structures étatiques et supra-étatiques. Qu'elles soit « made in France », « made in Israel » ou « made in Ukraine », les technologies continueront à nous tuer en tant qu'humains et en tant qu'êtres vivants. Elles continueront à nous écraser et à nous asservir comme des esclaves.**

Nous ne disons pas que tout se vaut, mais, depuis notre position et avec les idées qui nous portent, nous ne pouvons nous contenter d'accepter benoîtement la guerre de « l'Axe du Bien » face à la « Barbarie ». A l'heure de la

fusion intégrale entre le capital et la technologie, il n'y a plus à choisir. Il n'y a rien à regretter de notre monde absurde et sans consistance où la guerre industrielle est devenue une option de gouvernance parmi d'autres, où « tout change pour que rien ne change » dans un confort ouaté de consommateur-citoyen ou sous une maison en ruine. Notre exigence de liberté nous commande d'agir tout de suite et ici-même. La mobilisation totale pour la guerre nous guette, tâchons d'être plus rapide qu'elle avant que nous soyons tous pris dans son piège inextricable.

Le pouvoir aujourd'hui se situe là : dans la puissance liée à l'argent et à la technologie, liée aux machines, aux usines, aux laboratoires et à leurs directives

Le combat se situe donc bien au-delà des appels patriotiques, nationalistes, ethniques ou communautaires. La seule communauté auxquels nous accordons de l'importance et pour laquelle nous nous battons sans relâche, c'est la communauté humaine. C'est dans cette optique que nous essayons d'aider nos congénères dans une pure localité de la lutte : solidarité avec nos congénères opprimés et combats sans relâche contre les ingénieurs, scientifiques, technologues et encravatés des instituts mortifères. Car le pouvoir aujourd'hui se situe là : dans la puissance liée à l'argent et à la technologie, liée aux machines, aux usines, aux laboratoires et à leurs directives. Dans cette démarche d'action réelle et endurante, intransigeante et stratégique, nous combattons donc les sbires grenoblois et leur modèle de développement car nous savons que les répercussions - on les voit déjà - dépassent de loin les frontières naturelles de nos montagnes.

Tout est à faire, les rapports de force se mettent en place pendant que les contradictions profondes réémergent. Tâchons de dépasser les fausses oppositions, précipitons les frictions et poussons les exigences de liberté à l'ensemble de la vie humaine pour qu'enfin, le mouvement de contestation émergeant embrasse dans la négation la totalité des existences.

(...)